

La Lettre d'EMA

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique.

Espace associatif - Centre omnisports Pierre de Coubertin

Avenue du Noyer Lambert 91300 Massy

Tél.: 06 86 12 15 70 courriel: massyafrique@orange.fr

Site: massyafrique.org *Vous y trouverez cette lettre en couleurs.*

EDITO

Burkina Faso, « comment ça va avec la douleur? », pour plagier le titre d'un film de Raymond Depardon sorti en 1996 (« Afrique, comment ça va la douleur? »)

Pour répondre à cette question, nous pensons immédiatement à la situation sécuritaire du pays. Nous en faisons l'écho depuis plusieurs mois dans cette Lettre. Les terroristes qui agissent dans les pays du Sahel (Mali, Niger en particulier) augmentent leur emprise en particulier sur les civils. Cependant au Burkina Faso, les élections présidentielles se sont déroulées semble-t-il régulièrement. Notons que l'Etat burkinabè multiplie des démarches avec les pays voisins, mène de nombreuses opérations de « neutralisation » des terroristes, pour ramener la paix autant que faire se peut. Si « négociations » il y a, quels en sont les termes ? Nous pouvons nous inquiéter du sort des écoles en particulier et des droits humains en général.

Sur le plan sanitaire, nous verrons que la pandémie affecte peu le Burkina Faso, heureusement, comparativement à l'Afrique du Sud, à l'Egypte, au Maghreb. Malheureusement nous constatons l'absence de vaccination contre le SARS-Cov-2. Mais n'oublions pas le Sida, la tuberculose et le paludisme, éclipsés par la Covid.

EKOMA, comment ça va?

La nouvelle équipe dont vous ferez la connaissance dans cette Lettre est au travail dans les six villages, en liaison régulière avec EMA.

En mars, les 18 membres ont fait une tournée dans les villages pour échanger avec les autorités administratives, l'Inspecteur de l'enseignement primaire, le corps enseignant des écoles et du lycée, les directeurs, les associations de parents d'élèves, les personnels de santé. Ils ont convoqué des assemblées villageoises, pour laisser

s'exprimer les besoins, s'assurer de la participation financière des porteurs de projet. Cette initiative de « tournée », tend à compenser l'absence d'EMA sur le terrain des villages.

Elle a donc pu, en accord avec les orientations d'action élaborées conjointement avec EMA, sélectionner les projets individuels ou collectifs à réaliser en 2021.



Clarisse SOME nouvelle dans l'équipe appui conseil

Et EMA, comment ça va?

En 2021, malgré les efforts de communication menés de part et d'autre, notre plus grande frustration est de ne pas pouvoir nous rendre dans les villages burkinabè, pour travailler avec l'équipe EKOMA, pour rencontrer les villageois, pour renouer avec des amis.

En 2021, nous n'avons pas non plus retrouvé la population massicoise lors de manifestations dans la ville. Nous n'avons pas pu rencontrer les associations partenaires avec lesquelles nous menions des activités communes. Nous n'avons pas pu échanger avec les élèves des écoles, des collèges avec lesquels nous pouvions partager la connaissance de l'Afrique et des Africains.

La Lettre d'EMA est pour l'instant, notre seul lien avec vous, adhérents et amis fidèles d'EMA. Sachez que les dons et les bénéfices apportés par les ventes d'artisanat manquent cruellement à nos finances.

Au BURKINA FASO, politique et sécurité

Les élections présidentielles et régionales du 26 novembre 2020

Roch Marc Christian KABORE a été réélu au 1^{er} tour des élections présidentielles, avec 57,87% des voix : largement en tête devant les 12 autres candidats, dont Eddie KOMBIEGO (Congrès pour la Démocratie et le Progrès) et Zéphirin DIABRE (Union pour le Progrès et le Changement), ses principaux challengers avec respectivement 15,48 et 12,46% des voix.

Selon la Commission électorale nationale indépendante, ce scrutin s'est déroulé dans le calme, sans incident majeur. Notons cependant

- que sur les 21 154 bureaux de vote prévus, plus de 2 000 n'ont pu être ouverts, principalement dans les régions Nord et Est du pays, à cause de l'insécurité qui y régnait,



- que le million de villageois déplacés de ces régions était par conséquent non inscrit sur des listes électorales, certains même sans papier d'identité,
- qu'au final, le taux de participation officiel a été de 50,79% (60% en 2015).

La situation sécuritaire au Burkina Faso

En janvier 2021, le rapport de l'ONU-Sahel stigmatisait la situation catastrophique des régions Nord et Sahel. L'agriculture, l'activité pastorale, l'approvisionnement en produits de première nécessité, le commerce ont été anéantis; les services de l'Etat, les administrations, les services de santé, les écoles, ont été les cibles privilégiées des groupes armés; tout cela et les exécutions sommaires, les viols, les mariages forcés, ont fait fuir plus d'un million de personnes, essentiellement vers le centre du Burkina.

Depuis, les assassinats n'ont pas cessé, malgré la présence des forces armées gouvernementales, les groupes d'autodéfense de civils (kogloweogo), les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) armés, formés par les militaires :

Les 18 février à Markoye (Sahel), 1^{er} mars à Kobobo (à la frontière avec le Mali), 2 mars, 17 mars, 7 avril à Tanwabougou, 8 avril à Gorum-Gorum, 28 avril à Seytenga... (suivi journalier sur *Le Faso-net*).

Sans oublier l'assassinat, le 26 avril, dans la réserve de Nazinga, près de Pô, région Centre-Sud, de deux journalistes espagnols et du militant écologiste irlandais Rony Young, fondateur de l'ONG Chengueta Wildlife, dans une patrouille anti-braconnage.

Et le 3 mai, dans une attaque à Kodyel dans la province de Komandjari dans l'Est du pays, la trentaine de civils tués avec la vingtaine de blessés dont plusieurs très graves, les concessions et les greniers incendiés...

Que dénote l'évolution récente de ces attaques ? Qui sont ces groupes armés terroristes « GAT » ou Hommes armés non identifiés « HANI » comme la presse burkinabè les nomme ?

- des djihadistes de plusieurs obédiences possibles, affiliés au GSIM (branche locale d'Al Quaïda) ou à Daech (branche locale de l'Etat Islamique). Ils peuvent être eux mêmes en conflit les uns avec les autres.



- des bandits qui profitent de la situation d'insécurité pour réaliser les trafics de cigarettes, de drogues, de motos, d'armes ...
- de nombreux petits groupes qui ne sont pas tous affiliés à de grands groupes. Selon « the economist », frustrés, ils se battent pour des terres agricoles ou contre la corruption du gouvernement, à cause du manque d'emplois et d'infrastructures. Parfois ils adoptent l'étiquette djihadiste car ils sont musulmans. Ils sont composés de Burkinabè et de non Burkinabè, ce qui pose un gros problème de cohésion sociale pour ramener la paix.

Au Nord, le dialogue et des négociations avec les djihadistes ne seraient plus tabou.

Une accalmie notable est soulignée par le *rapport mensuel de l'UNCHCR (Haut Commissariat aux Réfugiés)* dans son rapport mensuel de protection de la région en février 2021. Les voies de communication essentielles sont rouvertes.

Certaines communes du nord du pays ont engagé des discussions avec les islamistes pour ramener la paix et enrayer la crise humanitaire avec le soutien discret des autorités centrales. Ainsi par exemple, en janvier 2021, à Thyiou, commune située près de la frontière malienne dans la région Nord, les négociateurs (des chefs coutumiers, des représentants des forces de sécurité et des autorités locales) ont rencontré les émissaires d'un groupe djihadiste. Ceux-ci, tous Peuls, fils de la région, font partie d'un groupe pluriethnique. Actuellement, la population est soulagée ...On ne connaît pas les modalités et les termes de la négociation.

Le gouvernement du pays a compris la difficulté de ramener la paix. Zéphirin Diabré (arrivé 3ème à l'élection présidentielle) est « ministre à la réconciliation nationale ». « Un consensus s'est opéré avec l'idée que la guerre contre le terrorisme ne se gagnera pas avec les armes » *Issa Diallo, universitaire burkinabè.*

A l'Est, une recrudescence est identifiée par certains observateurs burkinabè

La pression anti-terroriste exercée essentiellement au Nord à la frontière avec le Mali (régions Nord et Sahel) conduirait les GAT à se concentrer vers l'Est et le Sud, proches des bases arrière situées au Bénin et Togo, dans des zones boisées où le maillage administratif et sécuritaire de l'Etat est moins dense.

Les GAT exerceraient alors leur pression à l'Est du Burkina, dans ce couloir qui relie la « zone des trois frontières » au Nord, au Sud-Est plus boisé que le Sahel.

Quelle que soit la région du Burkina, la saison sèche (mars, avril, mai) est favorable à la mobilité des GAT et a malheureusement montré depuis plusieurs années une recrudescence des attaques terroristes.



The conversation 16 mars 2021- Le Monde Afrique 10 février 2021- Libération 25 mars 2021- Le Fasonet

La presse du Burkina Faso

La « journée mondiale de la liberté de la presse » le 3 mai nous a incités à mieux connaître la presse du Burkina Faso.

La presse burkinabè propose de nombreux titres et médias pour s'informer de l'actualité du pays mais traite également de la situation à l'étranger. Elle est réputée dans toute l'Afrique de l'Ouest et certains de ses journaux ont acquis une grande notoriété pour la couverture d'évènements survenus sur tout le continent africain. Bien entendu, comme souvent dans les pays pauvres, les zones rurales sont mal desservies, tant pour la presse-papier que pour la presse numérique. De ce fait, à Koper par exemple, les journaux n'arrivent pas quotidiennement.



Nous avons sélectionné les principaux titres à diffusion nationale, tous écrits en français.

L'observateur Paalga, fondé en 1973, est aujourd'hui le plus lu des trois quotidiens burkinabè avec *Le Pays et Sidwaya*. Créé sous le nom de l'Observateur, il a été interdit sous le président Thomas Sankara de 1984 à 1987, puis au début de la présidence de son successeur, Blaise Compaoré. « Paalga » signifie « nouveau » en moré, la langue parlée par les Mossi, ethnie majoritaire.

En 2008, Edouard Ouédraogo, le directeur de la publication, estimait avoir « rempli le rôle historique que nous nous étions assignés avec ce journal qui était de créer un espace où les Voltaïques de l'époque, les Burkinabè d'aujourd'hui, apprendraient à confronter sainement leurs idées, leurs convictions politiques, leurs conditions idéologiques et cela, au grand bonheur de la démocratie dans notre pays ». Il est possible de le lire sous sa forme papier et de découvrir son support numérique.

Le Pays, fondé en 1991, ce journal indépendant est rapidement devenu le titre le plus populaire du Burkina Faso. Il multiplie les éditoriaux au vitriol. Le site est minimaliste mais fonctionnel. Il n'a pas de moteur de recherche mais un système d'archives électroniques bien rodé qui permet d'accéder gratuitement aux articles.

Sidwaya, créé dans la foulée de la « révolution » de Thomas Sankara (1983), ce quotidien est le titre phare de la presse gouvernementale. « Voici la vérité » (en langue moré) se distingue de ses concurrents en accordant davantage de place aux sujets de société. L'un des meilleurs titres de la presse du Burkina Faso. Clair et sobre, il dispose d'archives. Mais faute de grands moyens financiers, le moteur de recherche n'est pas encore à l'ordre du jour.

L'Evènement du Jeudi, crée en 2001 par une équipe ayant contribué au journal L'Indépendant de Norbert Zongo, journaliste réputé, assassiné en 1998. L'Evènement fait du droit à l'information son crédo. Sur le site, il ne faut pas s'arrêter à la première page, trop chargée et confuse. La navigation permet d'accéder à de très bons dossiers, constitués de reportages et d'analyses sur des sujets nationaux et internationaux. De plus, le moteur de recherche est performant. N'oublions pas les dessins de Glez, caricaturiste de talent qui collabore avec de nombreux journaux étrangers.

Aujourd'hui au Faso, en kiosque depuis 2014, ce quotidien a été fondé par un journaliste chevronné qui a collaboré notamment avec l'Observateur Palgaa et Le Pays. Dans son premier éditorial, Zowenmanogo Dieudonné Zoungrana expliquait que « ce nouveau canard, qui promet de cancaner l'information juste, est le fruit de notre décision d'apporter une contribution à la consolidation ou au renouveau démocratique burkinabè ». Riche en informations, analyses et débats, ce journal, en versions papier et numérique, offre des articles à la liberté de ton unique.

Lefaso.net né à la suite de la destruction par des pirates informatiques d'un premier portail, Burkinet.com, fut créé en 1999 pour donner de la visibilité à l'actualité burkinabè. Il s'est formalisé en se constituant en société à responsabilité limitée depuis 2010, avec une direction générale, un service commercial, trois journalistes permanents, des correspondants à Bobo Dioulasso, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Côte d'Ivoire, en Espagne. Dix ans après sa naissance, Lefaso.net est un des sites d'informations nationales et internationales les plus visités du pays.

Burkina24 a été lancé le 1^{er} juin 2020 par trois entrepreneurs de la diaspora burkinabè installés au Canada. Inspirés par le Huftington Post, ils ont souhaité créer ce site pour « délivrer une information pluraliste et indépendante, la plus exhaustive possible », aux Burkinabè de l'intérieur et de l'étranger. Burkina24 se veut donc « indépendant de tout parti politique, de toute confession religieuse et de toute collectivité territoriale ». Si son siège social est à Ouagadougou, il dispose d'un important réseau de correspondants sur le continent africain et en Amérique. Le site souhaite également « mettre à la disposition des Burkinabè un outil de communication nouvelle génération ». A ce titre, il tente de donner une large place aux multimédia (photos et vidéos) et compte aujourd'hui 17 000 fans sur Facebook. Il a même lancé sa propre webtélé, la première au Burkina Faso: Burkina24.tv.

Wakat Sera, lancé en 2017 est un site d'informations du Burkina Faso. Outre les articles traitant de l'actualité, il propose des analyses souvent sans concession sur la politique burkinabè et africaine.

Source: site du Courrier International

En conclusion, nous pouvons voir que la presse burkinabè est relativement libre de travailler comme elle l'entend et ne s'interdit pas de critiquer le pouvoir en place quelle que soit la dominante politique. Cette relative liberté d'expression des journalistes et des lecteurs qui sont nombreux à écrire des commentaires et des avis, est à noter dans une région en proie aux troubles et à des rivalités au sein même du gouvernement. D'ailleurs, l'ONG internationale « Reporters sans frontière » qui évalue la liberté de la presse, vient de classer le Burkina Faso en 2021 :

- 1^{re} en Afrique francophone,
- 5^{ème} en Afrique après la Namibie, Cap-Vert, Le Ghana et l'Afrique du Sud,
- et $37^{\text{ème}}$ / 180 dans le monde. (La presse française est classée au $34^{\text{ème}}$ rang).



Nous avons lu

L'EAU de l'ETRANGER

Maurice Piferrer

Les villages africains vus par un voyageur solidaire : trente années de missions de notre collègue Maurice, d'une association-soeur d'Echanges Massy-Afrique avec laquelle nous collaborons, qui agit dans une région proche de Koper.

Dans un langage de grande douceur, il a su rendre vivantes les anecdotes de tous ses séjours dans les villages: la calebasse d'eau fraîche à l'arrivée (« l'eau de l'étranger »), la femme pliée en deux qui balaie devant sa case avec son balai de tiges de mil, le départ des enfants pour l'école dans la fraîcheur du matin avec leur boîte de tô (bouillie de mil) pour midi, les grandes réunions de village sous l'arbre à palabres, etc.

J'ajoute que Maurice porte sur les villageois un regard de sympathie, mais restant lucide sur le rôle de nos associations dans ces populations que, malgré tous nos séjours, nous connaissons mal. Il ne cache pas ses questions sur nos attitudes de « blancs », malgré nos efforts pour agir dans le partenariat et non la compassion : que pensent de nous les villageois au fond d'eux-mêmes ?

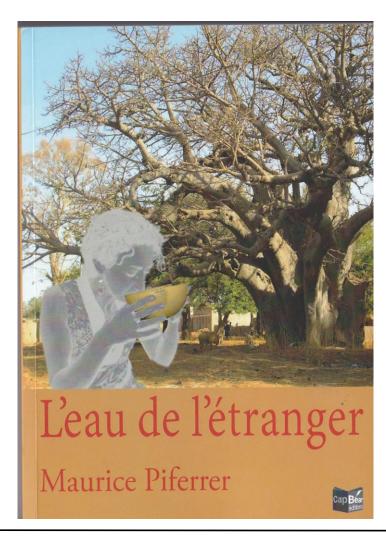
Le livre que j'aurais aimé écrire si j'avais eu son talent.. Jean-Jacques Bimbenet

L'eau de l'étranger - Chroniques de séjours dans un village d'Afrique. Maurice Piferrer Editions Cap Béar-2020

Pour ceux qui aimeraient mieux connaître cet auteur attachant, voici le lien avec la vidéo d'un petit entretien :

Copier le lien et coller le dans votre navigateur

https://www.youtube.com/watch?v=dmFXxsAxsZ8&list=PL R0HgHk5N1VvvEeN hfdi0Qz CPz9GPlz&index=41







FONDATION JM.BRUNEAU

LA COVID-19 en AFRIQUE et la VACCINATION

En avril 2021, un peu plus d'un an après l'apparition du SARS-Cov-2 en Egypte en février 2020, officiellement :

- un peu plus de 3,7 millions de personnes ont été infectées,
- 114 337 personnes sont décédées. Ce nombre, déclaré par les 55 pays du continent africain représente 4% des victimes de l'épidémie, alors que sa population (1,3 milliard) constitue 15 % de la population mondiale,
- le taux de létalité au coronavirus en Afrique (2,6%) est désormais supérieur à la moyenne mondiale (2,4%).

Fin 2020, les raisons avancées à cette résistance à la propagation de la pandémie sur le continent africain étaient la fermeture rapide des frontières par les gouvernements, un certain nombre de mesures de confinement, la jeunesse de la population, le fait qu'une majorité des populations vit en milieu rural donc à l'extérieur, la faible insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale et le climat.

Mais les chiffres annoncés sont largement sous évalués du fait

- de l'ignorance des causes des décès par manque de dépistage. Par exemple, évalué par l'OMS en Afrique du Sud et en Zambie, le nombre de morts s'élèverait à 3 fois plus que le nombre « officiel »,
- de la prédominance de formes asymptomatiques ou modérées,
- de l'insuffisance de la couverture sanitaire qui n'incite pas les malades à aller à l'hôpital.

Pour lutter contre cette pandémie la vaccination tarde à se mettre en place. Selon *Oxfam France* (*l'Humanité*, *avril 2021*), 75 % à 80 % des doses administrées mondialement le sont dans dix pays riches. Le continent africain représente moins de 1 % des doses administrées. Le directeur général de l'OMS, parle même de situation grotesque. Selon les mécanismes en place pour organiser la vaccination à l'échelle mondiale, seuls 20 % à 30 % de la population des pays pauvres et émergents seraient vaccinés d'ici la fin de l'année 2021.

Le Monde des 17 nov. 2020 et 13 avril 2021- Oxfam France avril 2021

Le programme Covax

L'OMS et l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (Gavi) ont mis en place en 2020 le programme Covax qui prévoit d'assurer une répartition équitable des vaccins contre la Covid-19, à tous les pays du monde quel que soit leur niveau de revenus. L'objectif est de mettre fin à la phase aiguë de la pandémie, en évitant que les pays riches ne s'approprient toutes les précieuses doses.

D'ici fin 2021, le dispositif Covax suppose de livrer 2 milliards de doses, répartis dans 200 pays. Il ambitionne de vacciner au moins 20% de la population de chaque pays participant.

Il est bâti sur un principe de solidarité internationale et comporte un mécanisme de financement qui permet à 92 pays à faibles et moyens revenus d'avoir accès aux vaccins gratuitement.

190 Etats sont impliqués dans le financement du programme Covax. Des agences de santé, des fabricants, des scientifiques, des acteurs du secteur privé (comme la Fondation Gates) ou de la société civile (comme l'Unicef) participent. En 2020, plus de deux milliards de dollars ont ainsi été levés auprès de ces acteurs.

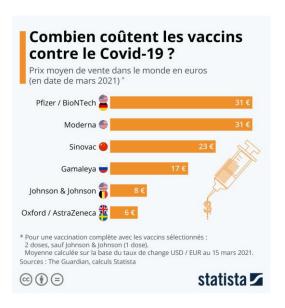
De plus, lors du sommet réuni le 19 février 2021, les pays du G20 ont annoncé 3,5 milliards d'euros de contribution supplémentaire pour le dispositif piloté par l'OMS, dont fait partie le financement de Covax.



L'UNICEF est en charge de la logistique vaccinale et se prépare à distribuer au moins un demi-milliard de doses ces deux premiers trimestres 2021. Pour l'Afrique, le Nigeria, pays le plus peuplé, a reçu le 2 mars près de 4 millions de doses d'AstraZeneca sur les 16 millions attendues dans les prochains mois. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont reçu en mars les premières doses.

Pour le moment, le vaccin AstraZeneca représente l'essentiel des doses de vaccins que le dispositif Covax entend distribuer au premier semestre 2021. Et pour cause : le produit a l'avantage de pouvoir être stocké avec des moyens de réfrigération classiques. Un contrat d'achat anticipé avec AstraZeneca a ainsi été signé pour 170 millions de doses.

Le prix du vaccin varie entre 6 et 31 euros. Et à raison de deux doses par personne, cela devient vite très cher. Ce coût est compensé par le dispositif Covax.



Fin février, le patron de l'OMS a ainsi accusé certains pays riches de « saper Covax en continuant d'approcher les fabricants pour s'assurer l'accès à des doses de vaccins supplémentaires". Par exemple, les pays du G20 et l'UE ont acheté beaucoup plus de doses de vaccin que nécessaire. En mai, l'Inde, producteur du vaccin AstraZeneca a décidé de garder sa production pour sa propre population.

L'idée de suspendre la propriété intellectuelle sur ces vaccins fait l'objet de débat actuellement. Ceci donnerait la possibilité à tout pays qui en a les moyens de les fabriquer.

La réponse à cette pandémie ne peut être que solidaire, collective et mondiale au risque de voir apparaître, avec le temps, de nouveaux variants plus contaminants qui replongeraient tous les pays, y compris l'Europe, dans de nouvelles crises sanitaires.

Personne ne sera en sécurité tant que le monde ne le sera pas.

Les limites du programme Covax

Selon *Oxfam France*, si ce dispositif a la vertu de permettre à l'Afrique d'avoir des doses de vaccin, il n'est pas assez ambitieux et surtout il est sous financé.

Un procès à l'horizon?

L'ex-président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, devrait être jugé par contumace, ainsi que 13 autres accusés, pour l'assassinat de Thomas Sankara, son prédécesseur.



Thomas Sankara

C'est la chambre d'accusation du tribunal militaire de Ouagadougou qui vient de confirmer les charges contre lui.

Renversé par une insurrection populaire en 2014, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt émis en mars

2016. En exil en Côte d'Ivoire, il y a obtenu la nationalité ivoirienne.

Thomas Sankara était arrivé au pouvoir en 1983. Il a été tué avec 12 collaborateurs, par un commando le 15 octobre 1987 lors du putsch qui a porté Blaise Compaoré, son compagnon d'armes, au pouvoir.



Blaise Campaore

De plus, l'Ambassadeur de France au Burkina, vient de remettre au gouvernement burkinabè, le dernier lot d'archives déclassifiées le 24 avril. Ce sont des documents produits pendant le régime de Th. Sankara et après son assassinat.

Information de l'AFP dans le Monde du 13 avril 2021, Fasonet 19 avril 2021 et Jeune Afrique.

La COVID-19 au Burkina Faso

Le coronavirus est présent au Burkina Faso depuis mars 2020.

En date du 16 mai 2021, 13 397 personnes ont été déclarées positives, dont 5 014 femmes et 8 383 hommes, 13 111 personnes ont été guéries après un passage à l'hôpital, 162 personnes sont décédées.

Ces chiffres correspondent aux cas recensés dans les hôpitaux et sont donc sous estimés par rapport à la réalité. Notons aussi que 3,4% seulement de la population sont agés de 65 ans et plus.

La région Centre est la plus touchée. La capitale, les grandes et moyennes villes hébergent la moitié des cas. Les zones rurales ne sont quasiment pas atteintes.

Même si l'impact de l'épidémie nous paraît peu important, un rapport d'Amnesty international présenté le 7 avril 2021, pointe des conséquences sociétales graves, dues à la Covid combinée à la situation d'insécurité : l'aggravation des violations des droits humains, en particulier l'augmentation des violences faites aux femmes, y compris des viols, des mariages précoces et forcés, de la prostitution. Difficile pour les victimes d'obtenir de l'aide, car les services prodiguant des soins de santé sont perturbés par les conflits, voire sont inexistants.

Un dispositif de gestion de crise a été mis en place dès mars 2020, comme en 2014-2016 contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest : frontières fermées, transports (ferroviaires, cars, bus) arrêtés, regroupements interdits, marchés, lieux de travail, écoles, lycées fermés, couvre-feu, quarantaine, et port du masque obligatoire. Le foulard devant le visage a fait office de masque en zone rurale. Ces mesures ont été partiellement levées en juin-juillet 2020.

Depuis le pic de contaminations atteint le 13 janvier 2021, une baisse régulière est observée,

jusqu'à 10 nouvelles contaminations journalières (officielles) en mai 2021.

Actuellement, même si le port du masque est toujours obligatoire, les restaurants, bars et clubs fermés, les frontières sont ouvertes (avec test négatif) les églises, mosquées et marchés sont ouverts, les transports en commun fonctionnent.

Et la vaccination?



Le 9 avril 2021, le plan a été validé par le gouvernement. La vaccination, volontaire et gratuite devrait atteindre 15 millions de personnes (sur 20,5 millions d'habitants) avec les vaccins Astrazeneca et Sinovac.

Le coût total prévu est de 51 milliards de Fcfa, soit 78 millions d'euros, dont les 2/3 à la charge de l'Etat burkinabè.

Dans le cadre du dispositif Covax, le Burkina devrait recevoir 1,5 million de doses d'Astrazeneca produites en Inde, qui auraient dû être acheminées dès février 2021.

En mai 2021, la campagne de vaccination n'a pas commencé. Outre les carences et les difficultés de d'aide mise en place du programme règne au Burkina Faso internationale, important scepticisme vis à vis de la gravité de la Covid-19- et de la vaccination, jusqu'en haut de l'Etat. « La situation n'est pas critique au point que les vaccins soient un sujet de grande préoccupation. Ce n'est pas une actualité » a déclaré le porte parole du gouvernement en mars 2021.

A KOPER en 2021

La nouvelle équipe d'EKOMA (Echanges KOper-MAssy) est composée de 18 membres, qui représentent les 6 villages. Ils sont tous bénévoles et gèrent leurs

besoins propres avec 3% des coûts des projets réalisés.

Ce sont eux qui, par village, collectent les souhaits des villageois en ce qui concerne les projets individuels (aide à l'économie locale, à l'agriculture, aux activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes); ce sont eux qui, avec les rédacteurs locaux, aident à les formuler, à les présenter. Ils choisissent les projets à réaliser en fonction de critères bien définis (participation à la vie du village, répartition équitable entre les 6 villages, etc.), récoltent la participation financière du bénéficiaire et suivent la réalisation du projet.

Pour ces projets individuels et pour l'aide à la scolarisation, ce sont eux qui distribuent les subventions aux bénéficiaires.

Pour les projets collectifs discutés en assemblées villageoises (constructions, aide à la santé par exemples), ce sont eux qui montent les dossiers avec devis et participation financière villageoise, les choisissent après soutenance et ont en charge le suivi de la réalisation.

En 2021.

EKOMA a signé la réception définitive constructions de 2020 : cantine à l'école de Gorgane, latrines à 4 box à l'école de Kpaï.





La subvention pour les frais de scolarité des élèves qui ont fait leur rentrée en octobre 2020 a été versée aux APE, en mars 2021.

En primaire,

- la subvention de 750 Fcfa par écolier (1,15 € qui représente 50 % de ce qui est demandé aux familles) a été versée aux APE pour 1 242 élèves. (1 102 en 2020)
- et 900 Fcfa (1,37 € qui représente 90%) pour **80** élèves en situation précaire. (80, nombre maximum fixé en 2020).
- « ...L'augmentation importante du nombre d'écoliers est dû au fait que la sensibilisation au niveau des parents a porté ses fruits. Aujourd'hui, plusieurs enfants ne restent plus à la maison pour des travaux ménagers ni pour garder les bœufs... » Pulchérie de l'EAC.

En secondaire, la subvention est allée à 91 filles (99 en 2019) et 22 élèves en situation précaire.

Les autres projets pour 2021

Outre les autres activités récurrentes concernant l'aide aux projets individuels, la réalisation de travaux pour amener l'électricité dans certaines écoles et/ou au lycée est en discussion en ce moment.

Les 18 membres d'EKOMA en 2021



EMA, à MASSY

EMA, comme beaucoup d'associations en cette année de confinement, sans possibilité de rassemblement et d'activités collectives, a tenu les réunions mensuelles du conseil d'administration en visioconférence.

Comme vous en avez été informés, l'Assemblée générale du 17 mars 2021, au cours de laquelle nous devions rendre compte des activités ici et au Burkina en 2020, a dû être annulée. Nous avons choisi de la reporter pour avoir le plaisir de la tenir « en présentiel ».

Aucune activité d'EMA, seule ou en collectif avec d'autres associations, n'a pu se réaliser.

Nous espérons vous retrouver en bonne santé bientôt :

- à la **fête des associations**, sur notre stand, le samedi 4 septembre 2021 ;
- à notre **Assemblée générale**, en présentiel, le mercredi 29 septembre, 20h, à la Maison de la Formation et de l'Emploi.



D'ici septembre, nous vous invitons à visionner la vidéo qui présente **l'artisanat que EMA vous propose à la vente**, disponible sur le site cidessous. N'hésitez pas à acheter!

https://1drv.ms/v/s!AiR9gc1bmb1gTCbShPZd1n3gosw